



Revue de presse

7 janvier 2016

Il apparaît, à travers l'actualité de ce jour, que la Communauté internationale porte un grand intérêt à la situation qui prévaut à Madagascar, tant dans le domaine socio-politique qu'économique. Ainsi, outre la présence de la délégation de l'Union Africaine dans nos murs dans le cadre d'une évaluation de la situation post-électorale du pays, les journaux informent également de la venue prochaine de la Secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis en charge des affaires africaines. Par ailleurs, la lutte contre la malnutrition aigüe, qui sévit dans le Sud de la Grande Ile, a bénéficié d'un financement de 2 millions de Dollars de l'USAID.

Politique interne

21 PLACES A CONQUERIR AU SENAT : LES ASSOCIATIONS INVITEES A PRESENTER LEUR CANDIDATURE

Une invitation à l'endroit des groupements, associations ou organismes, à présenter leurs candidats pour les 21 sièges restants au Sénat, a été lancée par la Présidence de la République, lors du Conseil des ministres qui s'est tenu hier. Les intéressés auront donc jusqu'au lendemain de la proclamation officielle des résultats définitifs des élections sénatoriales pour soumettre leur candidature. Pour ce qui est des critères d'admission, ils sont précisés dans l'article 3 bis, inséré hier par le Conseil dans le décret 2015-1413 fixant le nombre des sénateurs. Ainsi : « les groupements, associations ou organismes déclarés ou établis conformément à la loi et dont le but principal est le développement ou la sauvegarde d'intérêt d'ordre économique, social ou culturel sont admis à présenter un ou des candidats. » (L'Express de Madagascar p.5)

- De l'avis de **L'Observateur**, le Président de la République a pris l'initiative de solliciter d'autres plateformes politiques ou civiles, dans la détermination des 21 sénateurs désignés, histoire de jouer la carte de l'ouverture après avoir suivi à l'aveuglette les « verrouillages » suggérés par les « apprentis sorciers » de son entourage. (**p.2**)
- La Gazette de la Grande Ile, pour sa part, fait remarquer la présence de deux députés dans la liste provisoire des nouveaux sénateurs. Il s'agit de Velontsara Paul Bert, tête de liste du MAPAR aux sénatoriales pour la Province de Mahajanga et d'Andrianjaka Samson Goulzar, numéro deux de la liste HVM dans la Province de Toliara. (p.5)

LA FEDERATION DES EX-DETENUS POLITIQUES APPELLENT A L'UNION NATIONALE

Henri Rakotomalala, président de la Fédération des Ex-Détenus Politiques, a souligné hier que les membres issus de toutes les régions réclament l'accélération du processus de réconciliation nationale. Par conséquent, la FEDP a fait part de sa volonté de contribuer à enrayer le mécanisme des crises cycliques, principales causes du retard du développement du pays, tout en apportant son soutien au régime en place. Le bureau national souhaite ainsi que cette année soit celle de la réconciliation et pour ce faire, réitère que la mise en place du « Comité pour le Fampihavanana Malagasy » doit se faire dans les meilleurs délais. A cet effet, les membres de la fédération revendiquent une représentation au sein de cette structure mais également de la Chambre haute. La FEDP demande par conséquent davantage d'ouverture du Président de la République dans la désignation des 21 sénateurs tout lui suggérant

ceauer du consortium.

CENTRE EUROPEEN D'APPUI ELECTORAL









Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



d'éviter la reconduction de certains politiciens qui ont perdu leur crédit aux yeux de la population. (Les Nouvelles p.3)

MARCHE POUR LA REVENDICATION DES ILES EPARSES : LA PREFECTURE DE POLICE S'Y OPPOSE

Sans que la position de la Commune Urbaine d'Antananarivo ne soit encore connue, la Préfecture d'Antananarivo a refusé la demande d'autorisation de manifestation publique émanant de Rajaonah Andrianjaka, leader du mouvement pour la revendication des îles Eparses, en vue de la tenue d'une marche vers l'ambassade de France à Ambatomena. Pour justifier cette décision, Fidèle Rafidison, Préfet de police adjoint, a souligné que toute manifestation à caractère politique et tout type de rassemblements publiques, même culturels, ont été interdits par décret. Malgré ce refus, les partisans du mouvement de revendication des îles Eparses ont signifié leur volonté à poursuivre leur lutte. (L'express de Madagascar p.5; Tia Tanindrazana p.2)

- L'Observateur voit dans cette interdiction de la Préfecture de police une énième preuve du manque d'audace du Régime à aller de l'avant dans la revendication de la restitution des îles Eparses. (p.2)
- Concernant le retrait d'Alain Ramaroson du mouvement, Rajaonah Andrianjaka estime cette décision avantageuse. Il précise effectivement que cette personnalité ne bénéficie pas réellement d'une crédibilité auprès des partisans du mouvement, encore moins d'une image favorable. (La Vérité p.2)

Economie et société

LES TRANSPORTEURS HAUSSENT LE TON FACE AU DELABREMENT DES ROUTES

Les transporteurs réunis au sein de l'Union des Coopératives de Transport Urbain (UCTU) s'insurgent contre l'immobilisme des autorités compétentes face à la dégradation des infrastructures routières. Ils menacent ainsi d'observer une grève d'avertissement dans les jours qui suivent si aucune mesure concrète n'est prise en ce sens. En effet, cet état lamentable des routes se répercute sur leurs activités car ils ont été, depuis peu, contraints d'éviter certaines portions, devenues impraticables et d'adopter d'autres itinéraires. Aussi, l'UCTU entend maintenir cette mesure exceptionnelle jusqu'à ce que les infrastructures redeviennent praticables. (Madagascar-Laza p.4)

• De l'avis de Madagascar Matin, au regard de la généralisation « des nids d'éléphants », il est normal que les réactions fusent de toute part et ce, de manière « extrême » comme celle des transporteurs urbains. Selon le quotidien, ces derniers ont tout à fait raison de cesser toute activité. Le journal reproche d'ailleurs à l'équipe de la Commune Urbaine d'Antananarivo de ne pas saisir les difficultés occasionnées par cette situation de délabrement généralisé des routes de la Capitale et l'accuse de vouloir encore fuir ses responsabilités. (p.3)

ASIA IO : UNE PLATEFORME POUR LES ECHANGES ENTRE L'ASIE ET L'OCEAN INDIEN

La première édition d'ASIA IO, plateforme de rencontres entre les opérateurs économiques asiatiques et de l'Océan Indien, se déroulera du 17 au 20 mars prochain au centre d'exposition Forello Tanjombato. Placé sous le haut patronage du Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, cet événement est initié par l'organisme dénommé Première Ligne, dirigé par Dominichini Ramiaramanana et se fera avec le concours de plusieurs ministères ayant notamment en charge les différents domaines de l'économie. Ainsi, ASIA IO vise d'une part, à favoriser les échanges et nouer des











Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



partenariats entre les participants et d'autre part, à mettre en place un programme d'accompagnement des efforts entrepris par le secteur privé, soutenu par le pouvoir public, afin que Madagascar soit sur la voie d'un développement économique efficient (Midi Madagasikara p.3; Madagascar-Laza p.6; L'Express de Madagascar p.7; La Vérité p.4)

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION : LES ACTEURS INTERNATIONAUX SE MOBILISENT

L'USAID et le Programme Alimentaire Mondial se sont alliés pour soutenir le gouvernement malgache, à travers le Programme National de Nutrition Communautaire (PNNC), dans sa lutte contre le fléau de la malnutrition aigüe modérée qui sévit dans les régions du Sud de Madagascar. Pour ce faire, une aide financière d'un montant de 2 millions USD, allouée par l'USAID aux programmes du PAM, permettra d'une part de fournir un appui nutritionnel à des femmes enceintes et allaitant ainsi qu'aux enfants de moins de 5 ans de la Région Androy et d'autre part, de renforcer les capacités nationales en termes de traitement de la malnutrition. (Midi Madagasikara p.5; La Gazette de la Grande Ile p.7)

• Pendant que l'Etat tarde à prendre des mesures drastiques face à la situation de kere (mal nutrition aigüe), les organismes internationaux prennent les devants, commente La Vérité (p.2)

UN COMPROMIS TROUVÉ ENTRE L'ETAT ET LES CONTROLEURS DE DOUANE

Suite à un rude bras de fer, entamé au mois de décembre 2015, un terrain d'entente a été finalement trouvé entre l'Etat et le Syndicat des employés de la douane. En effet, le gouvernement a accepté de laisser sans suite l'appel à manifestation d'intérêt pour une gestion privée des contrôles à postériori des déclarations en douane. Pour sa part, le SYNPIDOU a décidé d'intégrer le comité pour l'amélioration des recettes douanières, qui sera bientôt mis en place, comme l'a annoncé Herizo Andrianavalona Ramanambola, président du syndicat hier à Antaninarenina. (Midi Madagasikara p.3; La Vérité p.3)

Communauté internationale

SITUATION POST ELECTORALE : UNE MISSION D'EVALUATION DE L'UNION AFRICAINE DANS NOS MURS

Suite à la réunion sur Madagascar, qui s'est tenue à Addis-Abeba le 21 septembre 2015, une mission d'évaluation de la situation post-électorale a été dépêchée par l'Union Africaine et est arrivée au pays, mardi dernier. A cet effet, une délégation conduite par Lakdhdar Brahimi, membre du groupe des sages de l'UA, a rencontré la ministre des Affaires étrangères malgache, Atallah Béatrice, hier, à son bureau sis à Anosy. L'actuelle situation socio-politique de la Grande île a été détaillée par le Chef de la diplomatie malgache. Elle a notamment évoqué le déroulement des élections communales et municipales mais également les récentes sénatoriales ainsi que les conclusions des décisions de la HCC sur les questions sur lesquelles elle a été saisie. A l'issue de cet entretien, le diplomate algérien a estimé que des efforts sont encore à fournir à Madagascar. Pour autant, l'UA demeure déterminée à apporter son soutien dans le travail qui reste à entreprendre afin de permettre à la Grande Ile de jouer son rôle sur la scène internationale. Le cas de Madagascar fera d'ailleurs l'objet d'une attention particulière lors du prochain Sommet de l'UA, prévu se tenir d'ici la fin du mois et durant lequel, un compte rendu de la situation sera certainement fait. (Les Nouvelles p.3; Midi Madagasikara p.14; Madagascar-Laza p.3; L'Express de Madagascar p.5)

• Madagascar Matin rapporte que l'insécurité, la réconciliation nationale et le suivi de l'application du Mémorandum de stabilité figurent parmi les principaux points ayant suscité l'intérêt du représentant de l'Union Africaine et qui, de l'avis du journal, constituent les











Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



faiblesses du régime. Une occasion également pour le quotidien de rappeler que ledit Mémorandum est une initiative du Président de la République et pourtant, a été « jeté aux oubliettes » après la victoire du parti au pouvoir aux dernières élections communales. (p.3)

LA SECRETAIRE D'ETAT ADJOINTE AMERICAINE EN CHARGE DES AFFAIRES AFRICAINES, BIENTOT AU PAYS

Linda Thomas Greenfield, secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis en charge des affaires africaines, est attendue à Madagascar ce samedi. Cette haute personnalité séjournera dans la Grande île du 9 au 11 janvier prochain et rencontrera en premier lieu le Président de la République. Il s'agira d'une occasion, non seulement de raffermir les relations entre Antananarivo et Washington mais également de discuter de la nomination d'un nouvel ambassadeur de la Grande Ile aux USA. (Midi Madagasikara p.12; Madagascar-Laza p.2; L'Express de Madagascar p.7; Tia Tanindrazana p.2)

Femme

SOUS REPRESENTATION DES FEMMES DANS LE NOUVEAU SENAT

Le rapport sur la participation des femmes dans les gouvernements et les parlements de 2002 à 2013, élaboré par l'Institut Electoral pour la Promotion de la Démocratie (EISA), démontre que la représentation des femmes au sein de la Chambre haute durant cette période est de l'ordre de 1/5 de l'ensemble des sénateurs. L'effectif des femmes au sein de cette institution est d'ailleurs passé de 10 à 5, entre 2002 à 2009. Une tendance à la baisse qui n'a pas connu d'amélioration notable avec les dernières élections sénatoriales, à l'issue desquelles il apparaît que seuls 6 sièges sur les 63 mis en jeu lors des scrutins seront occupés par des parlementaires femmes. Il s'agit de Jasmine Issa Rasoamihanta, Hanitra Ramahavalisoa, Virginie Razanajato, Olga Ramalason, Emilie Ravololonirina et Emiline Ramaroson. La décision du Président de la République, quant à la nomination des 21 membres restants du Sénat, est donc très attendue, avec l'espoir de voir une évolution de cet effectif. (Madagascar-Laza p.2)

Format de couverture

Madagascar-Laza, dans son article intitulé « Présidence du Sénat : 4 hommes en pole position », propose un pronostic des personnalités pressenties à la tête de la Chambre haute. D'après le journal, le nouveau Président de la deuxième institution de l'Etat sera sans doute une personne qui pourra défendre les grandes lignes initiées par la majorité actuelle, détenue par le HVM. Parmi ceux répondant à ce critère figurent Mananjara Randriambololona, ancien Chef de Région Analamanga et provisoirement élu sénateur de la Province d'Antananarivo ; Kolo Roger Christophe, ancien Premier ministre et élu provisoirement dans la Province de Toliara; Riana Andriamandavy, ancien Chef de Région Matsiatra Ambony, provisoirement élu pour la Province de Fianarantsoa et Alexandre Beranto, élu provisoirement à Mahajanga. (p.3)

Un peu d'humour















L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: <u>tiaray.randriamalala@eces.eu</u>
Mirana RAZAFINDRAZAKA: <u>mirana.razafindrazaka@eces.eu</u>
Site web: www.incipals.eu







